

Si l'on n'appuie pas des sanctions obligatoires accrues, le soutien sans conviction que l'Ouest concède pourrait bien faire place aux armes de l'Est et l'Afrique Noire deviendra fatalement hostile à l'Ouest."41 (sic)

Deux jours plus tard, M. McCurdy a fait l'éloge du premier ministre qui avait condamné l'apartheid devant l'Assemblée générale des Nations-Unies. Toutefois, il a noté que "nous avons promis d'adopter une attitude énergique et nous devons le faire. Si dans six mois, l'Afrique du Sud n'a pas réagi comme nous l'exigeons... nous [devrons] agir..."42

Sept mois plus tard, après les attaques sud-africaines contre trois États limitrophes, M. Donald Johnston du Parti libéral a donné à entendre que la réplique du gouvernement laissait à désirer : "Pourquoi le premier ministre ne fait-il pas ce qu'il s'était engagé à faire aux Nations-Unies en octobre dernier, [à savoir] rompre immédiatement les relations diplomatiques avec l'Union sud-africaine ?"43 Le chef du NPD, M. Ed Broadbent, a lancé une mise en garde : "La rupture de nos relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud n'empêchera pas nécessairement le maintien de relations commerciales intenses, comme [ce fut] le cas pour Taïwan, par exemple. Le gouvernement va-t-il renoncer à sa politique de contrôle volontaire à l'égard des investissements canadiens en Afrique du Sud pour interdire aux sociétés canadiennes de faire de nouveaux investissements dans ce pays... ?" Pensant, comme M. Clark, que des mesures collectives prises par le Commonwealth seraient préférables à une démarche canadienne unilatérale, M. Broadbent a demandé au Ministre s'il comptait proposer à tous les pays de cet organisme de mettre fin aux importations de produits agricoles sud-africains et d'interdire tout nouvel investissement en Afrique du Sud44.

Les partis d'opposition ont multiplié leurs demandes de mesures unilatérales limitées contre l'Afrique du Sud45. À propos des mesures annoncées le 12 juin, M. Warren Allmand du Parti libéral a dit ce qui

41 Débats de la Chambre des communes, 22 octobre 1985, p. 7868.

42 Débats de la Chambre des communes, 24 octobre 1985, p. 7957.

43 Débats de la Chambre des communes, 20 mai 1986, p. 13408.

44 Ibid., pp. 13408-13409.

45 Débats de la Chambre des communes, 2 juin 1986, pp. 13858-13859; Débats de la Chambre des communes, 11 juin 1986, pp. 14233, 14237.